

pas à une politique commerciale plus libérale, dans certaines régions, du moins. L'aboutissement logique paraît être la liberté des échanges entre ces régions.

Le parfait exemple du libre-échange entre les populations d'une région étendue ne nous est-il pas fourni par le groupe de provinces qui, fédérées entre elles, sont devenues le Canada moderne? C'est la Confédération qui a permis la liberté des échanges entre les provinces, et l'expansion spectaculaire du Canada est un témoignage rendu à la sagesse des Pères de la Confédération, et la justification d'un système économique intégré de libre-échange à l'intérieur d'une immense contrée. Nous, habitants de ce pays doté de la libre entreprise et de ressources abondantes, qui assistons à l'évolution des pays étrangers, aurions-nous trop de peine à nous représenter une application plus large des principes qui se sont révélés si bons chez nous, qui permettraient au commerce de se développer plus librement entre les blocs économiques et commerciaux qui se forment dans le monde à l'heure actuelle? Loin d'être une utopie, la liberté des échanges est une idée réaliste qui promet la prospérité économique et peut devenir un puissant argument de paix.

Toutefois, j'aimerais ouvrir une brève parenthèse à propos du commerce de Terre-Neuve, et pour deux raisons. Premièrement, de temps en temps, les provinces de l'Atlantique, dont Terre-Neuve fait partie, sont appelées les provinces démunies. La seconde raison, c'est que moi-même et d'autres députés de Terre-Neuve et même des autres provinces atlantiques, présentons de temps à autres des demandes d'aide spéciale ou de formes spéciales d'aide pour nos pêcheries, par exemple, et que cela peut amener certains députés à croire que sur le littoral est nous avons constamment besoin de secours, que l'aide que nous recevons du Trésor fédéral n'est qu'une sorte de subvention destinée à faire vivre une région non rentable et que, pour subsister, les provinces de l'Atlantique doivent toutes compter sur la charité du gouvernement fédéral. Rien n'est plus faux.

En toute justice, je dois dire, cependant, que les honorables députés ont probablement eu trop de délicatesse pour exprimer de telles idées ici. Toutefois, on a fait des déclarations dans ce sens à l'extérieur de la Chambre et, à force de répéter diverses assertions du genre concernant l'aide que le gouvernement fédéral accorde aux provinces atlantiques, on risque de faire naître l'idée que j'ai signalée tantôt. Dès ses tout débuts, Terre-Neuve a compté sur le commerce international pour vivre. Avant notre entrée dans la Confédération, nous exportions tout ce

que nous produisions et nous importions tout ce dont nous avons besoin. J'emploie ici le mot «tout» dans le sens large. Peut-être devrai-je dire que nous exportions 90 p. 100 de ce que nous produisons et que nous importions 90 p. 100 de ce dont nous avons besoin. Quoi qu'il en soit, nous importions presque tous les produits que nous consommons et nous exportions presque toute notre production. Nos importations venaient surtout des États-Unis, de Grande-Bretagne et du Canada. D'autre part, notre poisson, notre bois, notre pâte et notre papier, ainsi que notre minerai, étaient vendus à l'extérieur de Terre-Neuve, tandis qu'il nous fallait importer nos aliments, nos vêtements et une foule d'autres articles de consommation domestique et industrielle.

Après notre entrée dans la Confédération, nous avons continué d'exporter notre papier, notre minerai et notre poisson mais, et c'est là la différence essentielle, nous achetons, depuis, presque tous nos biens de consommation du Canada continental. J'attire l'attention des honorables députés qui représentent des circonscriptions industrielles, sur cet aspect particulier du commerce de Terre-Neuve. Les honorables députés qui viennent de régions agricoles et de régions de pêche comprendront très bien notre problème, car tous les producteurs ont au moins deux choses en commun. La première, c'est qu'ils sont les créateurs de la richesse première de la nation, et la seconde, c'est qu'ils sont les consommateurs de la production industrielle du pays.

A Terre-Neuve, nous produisons des aliments et des matières en demande sur les marchés extérieurs. D'autre part, nous consommons des denrées produites par les fabricants du Canada. L'argent que gagnent les Terre-neuviens va, dans une large mesure, aux industries canadiennes qui nous fournissent des vêtements, des machines, de l'outillage, et le reste. La majeure partie de nos aliments, y compris les produits à base de céréales et d'autres qui revêtent une myriade de formes, nous viennent évidemment des diverses parties du Canada auquel nous appartenons maintenant.

Il y a une petite exception à ce que je viens de dire. Une partie de notre poisson est expédiée aux usines de la Nouvelle-Écosse pour y être conditionné en vue de l'exportation, mais nous y reviendrons. Une très grande partie de l'argent que nous rapportent nos exportations s'en va dans les coffres canadiens de la terre ferme. Devrais-je ajouter que je ne me plains pas du tout de cet état de choses. Je tiens tout simplement à signaler le fait.

Nous produisons des milliers de tonnes de papier. L'année dernière l'*Anglo-Newfoundland Company* a vendu à peu près 36 millions